

Pour les types visés au § 1<sup>er</sup>, un tableau synoptique de tous les flux entrants, classés tant par type que par fournisseur, doit être joint sous forme numérique à la demande définitive, telle que visée à l'article 6.1.2, § 2, de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010. Sur la base de ce tableau, la « Vlaams Energieagentschap » demande toujours l'avis de l'OVAM relatif à la nature des flux entrants déclarés pour autant qu'il s'agit de déchets. La « Vlaams Energieagentschap » met le modèle à disposition sur son site web.

§ 2. Le tableau synoptique des flux entrants, mis à jour avec les données de l'année calendaire précédente, doit être transmis annuellement avant le 30 avril sous forme d'un tableau à la « Vlaams Energieagentschap » sous forme numérique. Les bons de livraison ou de pesage de la biomasse fournie à l'installation de production sont conservés pendant une période d'au moins cinq ans. La « Vlaams Energieagentschap » ou une instance de contrôle désignée par la « Vlaams Energieagentschap » peut demander ces bons de livraison ou de pesage à tout moment en vue du contrôle des rapportages mensuels. Cela s'effectuera au moins lors du nouveau contrôle biennal de l'installation de production, lorsque ce contrôle est obligatoire. A cette fin, le tableau synoptique des flux entrants, le registre de la biomasse apportée ainsi que les bons de livraison et de pesage de la biomasse fournie à l'installation de production sont présentés pendant les deux ans précédant le contrôle de l'électricité verte.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 décembre 2017.

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,  
B. TOMMELEIN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/10181]

#### 7 DECEMBRE 2017. — Décret relatif à l'accueil, à l'accompagnement et au maintien dans l'enseignement ordinaire fondamental et secondaire des élèves présentant des besoins spécifiques

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER. — *Modifications du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5, un 22° est inséré et rédigé comme suit :

« besoin spécifique » : besoin résultant d'une particularité, d'un trouble, d'une situation permanents ou semi-permanents d'ordre psychologique, mental, physique, psycho-affectif faisant obstacle au projet d'apprentissage et requérant, au sein de l'école, un soutien supplémentaire pour permettre à l'élève de poursuivre de manière régulière et harmonieuse son parcours scolaire dans l'enseignement ordinaire fondamental ou secondaire.

**Art. 2.** A l'article 5, un 23° est inséré et rédigé comme suit :

« aménagement raisonnable » : conformément à l'article 3, 9° du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, mesures appropriées, prises en fonction des besoins dans une situation concrète, afin de permettre à une personne présentant des besoins spécifiques d'accéder, de participer et de progresser dans son parcours scolaire, sauf si ces mesures imposent à l'égard de l'établissement qui doit les adopter une charge disproportionnée.

**Art. 3.** Il est inséré un chapitre XIbis intitulé « Aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques ».

**Art. 4.** Dans le chapitre XIbis inséré par l'article 3, il est inséré un article 102/1 rédigé comme suit :

« Article 102/1 - § 1<sup>er</sup>. Tout élève de l'enseignement ordinaire, fondamental et secondaire, qui présente des « besoin(s) spécifique(s) », tel(s) que défini(-s) à l'article 5, 22° est en droit de bénéficier d'aménagements raisonnables matériels, organisationnels ou pédagogiques appropriés, pour autant que sa situation ne rende pas indispensable une prise en charge par l'enseignement spécialisé selon les dispositions du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Le diagnostic invoqué pour la mise en place des aménagements est établi par un spécialiste dans le domaine médical, paramédical ou psycho-médical, ou par une équipe médicale pluridisciplinaire. Le Gouvernement fixe la liste exhaustive des professions habilitées à poser ledit diagnostic.

Une décision d'un organisme public régional chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap peut également servir de base à la demande.

Le diagnostic justifiant la demande d'un ou plusieurs aménagement(s) raisonnable(s) date, dans tous les cas, de moins d'un an au moment où la demande est introduite pour la première fois auprès d'un établissement scolaire.

§ 2. Les aménagements sont mis en place à la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur ou de toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur, ou à la demande du CPMS attaché à l'école où l'élève est inscrit, ou à la demande d'un membre du conseil de classe en charge de l'élève ou de la direction de l'établissement.

§ 3. Ces aménagements sont élaborés et évalués, en fonction de la spécificité des besoins de l'apprenant et de leur évolution, dans le cadre de réunions collégiales de concertation entre les partenaires suivants :

- le chef d'établissement ou son délégué,
- le conseil de classe ou ses représentants,
- le(s) représentant(s) du CPMS attaché à l'établissement,
- les parents de l'élève ou l'élève lui-même s'il est majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur.

A la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur ou de toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur, ou avec leur accord, un expert ou un membre du corps médical, paramédical, psycho médical ou d'un organisme public régional d'intégration des personnes en situation de handicap, susceptible d'éclairer les acteurs et partenaires sur la nature ou l'accompagnement des besoin(s)

attesté(s) peut participer à la réunion de concertation. Cette présence, dans tous les cas, nécessite un accord de la direction, après concertation avec l'équipe éducative et après consultation, le cas échéant, des CPMS ou des centres agréés par la Fédération Wallonie-Bruxelles et visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, et 3<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

§ 4. Sur la base des réunions de concertation visées au paragraphe 3, les aménagements raisonnables déterminés sont mis en place dans les plus brefs délais.

Les aménagements matériels ou organisationnels ainsi que les partenariats avec des acteurs externes relèvent d'une décision du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française ou du chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française.

Lorsqu'un établissement scolaire comporte plusieurs implantations, le Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné ou le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française a la possibilité de limiter les aménagements matériels ou organisationnels à l'une des implantations.

La nature, la durée et les modalités des aménagements pédagogiques sont fixés par l'équipe éducative dans l'enseignement fondamental et par le conseil de classe, présidé par le chef d'établissement ou son représentant, dans l'enseignement secondaire. Les aménagements d'ordre pédagogique ne remettent pas en cause les objectifs d'apprentissage définis par les référentiels interréseaux de compétences.

Ces aménagements concernent l'accès de l'élève à l'établissement, l'organisation des études et des épreuves d'évaluation internes et externes, les périodes de stages ainsi que l'ensemble des activités liées au programme des études et au projet d'établissement.

Les aménagements sont consignés dans un protocole signé d'une part par le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et par le Pouvoir Organisateur dans l'enseignement subventionné, d'autre part par les parents de l'élève mineur ou l'élève lui-même s'il est majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur. Le protocole fixe les modalités et les limites des aménagements.

Un accord de partenariat entre l'établissement et des acteurs spécialisés du monde médical, paramédical ou psycho-médical ou des organismes publics régionaux d'intégration de personnes handicapées peut être conclu en vue d'interventions spécifiques au bénéfice de l'élève répondant aux conditions décrites ci-dessus.

En cas de changement d'école, de cycle, de degré ou de niveau, à la demande des parents de l'élève mineur ou de l'élève lui-même s'il est majeur ou de toute personne investie de l'autorité parentale ou qui assume la garde en fait de l'enfant mineur, le protocole visé ci-dessus sera transmis pour information à qui de droit par l'école qui l'a établi.

§ 5. Le caractère raisonnable de l'aménagement est évalué, entre autres, à la lumière des indicateurs suivants :

- l'impact financier de l'aménagement, compte tenu d'éventuelles interventions financières de soutien ;
- l'impact organisationnel de l'aménagement, en particulier en matière d'encadrement de l'élève concerné ;
- la fréquence et la durée prévues de l'utilisation de l'aménagement par la personne en situation de handicap ;
- l'impact de l'aménagement sur la qualité de vie d'un (des) utilisateur(s) effectif(s) ;
- l'impact de l'aménagement sur l'environnement et sur d'autres utilisateurs ;
- l'absence d'alternatives équivalentes.

§ 6. Les aménagements et interventions prévus sur le plan spécifiquement pédagogique font l'objet d'un plan individualisé d'apprentissage selon les mêmes modalités que celles définies par l'article 7bis du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire. Ces modalités du plan individualisé d'apprentissage sont applicables pour tout élève éprouvant des besoins spécifiques attestés, comme prévu à l'article 5, 2<sup>o</sup>, quels que soient le niveau, ou la forme de l'enseignement ordinaire obligatoire suivis par l'élève. Ces aménagements et interventions d'ordre pédagogique relèvent également des démarches collectives de l'équipe éducative en matière de stratégies inclusives au sein de chaque établissement scolaire, définies par le projet d'établissement et par le plan de pilotage tel que prévu à l'article 67.

§ 7. Le Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française veillent à ce que la mise en œuvre d'aménagements et d'interventions en réponse à des besoins spécifiques dûment attestés comme prévu au § 1<sup>er</sup>, figure explicitement dans les projets éducatif et pédagogique de l'établissement, dans le plan de pilotage local, et dans les règlements fixant l'organisation des études et les modalités de passation des épreuves d'évaluation tant internes qu'externes.

Au moment de l'inscription, sur la base des informations exprimées par les responsables légaux, le chef d'établissement prend les dispositions nécessaires pour informer explicitement les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur de la possibilité d'aménagements ou d'interventions spécifiques dans les situations visées au § 1<sup>er</sup> et en précise les modalités de concertation et de mise en œuvre telles que prévues aux § 3 et § 4.

**Art. 5.** Dans le même chapitre XIbis, il est inséré un article 102/2 rédigé comme suit :

« Article 102/2 - § 1. En cas de litige sur la mise en place d'aménagements raisonnables, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale peuvent adresser une demande de conciliation, par lettre recommandée ou par courrier électronique avec accusé de réception, auprès des services du Gouvernement. Les requérants joindront à leur demande les pièces justifiant la demande d'aménagements matériels, organisationnels, méthodologiques ou pédagogiques appropriés.

Les services du Gouvernement assurent une mission de conciliation entre le pouvoir organisateur ou son délégué pour l'enseignement subventionné ou le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale dans le mois de l'introduction de la demande. Ce délai court le premier jour ouvrable qui suit la réception du courrier recommandé.

§ 2. En cas d'échec de la conciliation, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale peuvent introduire un recours auprès de la commission instituée par le paragraphe 3. La décision prise lors de la procédure interne de conciliation mentionne l'existence d'un tel recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours se fait par envoi recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la décision. Ce délai commence à courir le premier jour ouvrable qui suit la réception du courrier recommandé, la date de la poste ou d'envoi du courriel faisant foi. Une copie de la décision de l'établissement scolaire est jointe au recours.

La Commission communique sa décision motivée par recommandé aux parents de l'élève mineur, à l'élève majeur ou toute personne investie de l'autorité parentale, dans les trente jours calendrier hors congés scolaires à partir de la réception du courrier. En ce qui concerne les recours introduits après le 1<sup>er</sup> juin, la commission communiquera sa décision au plus tard le 31 juillet de la même année.

En cas de décision favorable à l'élève, cette décision revêt un caractère contraignant pour l'établissement.

§ 3. Il est créé une Commission de l'Enseignement obligatoire inclusif composée comme suit :

1° un représentant des services du Gouvernement, qui en assure la présidence ;

2° Le Délégué Général aux droits de l'enfant ou son représentant ;

3° L'administrateur général des Infrastructures ou son représentant

4° un représentant de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs auquel adhère le pouvoir organisateur de l'école concernée;

5° un représentant du Conseil Supérieur des centres psycho-médico-sociaux

6° Un représentant de la fédération d'associations de parents reconnue comme représentative en vertu de l'article 69 § 5 alinéa 1 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à laquelle adhère l'association de parents de l'école concernée.

Le représentant de l'administration des infrastructures n'est présent que dans le cadre des recours nécessitant son expertise.

Les représentants des organismes publics chargés de l'intégration des personnes en situation de handicap ainsi qu'un représentant du centre interfédéral de l'égalité des chances sont présents à titre facultatif et consultatif.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement de la Commission ».

**Art. 6.** Dans le même chapitre XIbis, il est inséré un article 102/3 rédigé comme suit :

« Article 102/3. Dans chaque établissement, l'équipe pédagogique est chargée de coordonner l'action en matière de besoins spécifiques, selon les modalités discutées avec la direction. »

**Art. 7.** Dans le même chapitre XIbis, il est inséré un article 102/4 rédigé comme suit :

« La question des besoins spécifiques est abordée lors des réunions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire et lors des réunions rassemblant le chef d'établissement, le titulaire, les maîtres spéciaux, le logopède éventuel et le CPMS dans l'enseignement fondamental.

En outre, des réunions spécifiques sont, à minima, organisées à des moments-clés du parcours scolaire afin de discuter des besoins spécifiques au sein de l'établissement et de leur accompagnement. Ces réunions rassemblent le chef d'établissement, les enseignants, ainsi que le CPMS et l'éventuel éducateur ou logopède. Des experts externes peuvent y être conviés.

Les moments-clés visés à l'alinéa précédent sont répartis de la manière suivante :

- une réunion au sein du cursus de l'enseignement maternel
- deux réunions au sein du cursus de l'enseignement primaire
- deux réunions au sein du cursus de l'enseignement secondaire

#### CHAPITRE II. — Entrée en vigueur

**Art. 8.** Le présent décret entre en vigueur à la rentrée scolaire 2018-2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes  
et de l'Egalité des chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Proposition de décret, n° 546-1. – Amendements de commission, n° 546-2 - Rapport de commission, n° 546-3 - Texte adopté en commission n° 546-4.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 décembre 2017.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10181]

**7 DECEMBER 2017. — Decreet betreffende het opnemen, de begeleiding en het behoud in het gewoon basis- en secundair onderwijs van leerlingen met specifieke behoeften**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Artikel 1.** In artikel 5, wordt een punt 22° ingevoegd, luidend als volgt:

“specifieke behoefte”: behoefte voortvloeiend uit een permanente of half-permanente particulariteit, stoornis, toestand van psychologische, mentale, fysische, psychisch-affectieve aard die de persoon belet het leerproject te volgen en waarvoor, binnen de school, een bijkomende steun noodzakelijk is om de leerling in staat te stellen regelmatig en harmonieus een schooltraject vol te brengen in het gewoon basis- of secundair onderwijs.

**Art. 2.** In artikel 5, wordt een punt 23° ingevoegd, luidend als volgt:

“redelijke aanpassingen”: overeenkomstig artikel 3, 9° van het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie, het treffen van aangepaste maatregelen, genomen in functie van de behoeften in een concrete toestand, om een persoon die specifieke behoeften vertoont toe te laten toegang te krijgen tot, deel te nemen aan of vorderingen te maken tijdens zijn schooltraject, behoudens als deze maatregelen voor de inrichting die ertoe verplicht wordt ze uit te voeren een onevenredige last met zich meebrengen.

**Art. 3.** Er wordt een hoofdstuk XIbis met als titel “Redelijke aanpassingen voor leerlingen met specifieke behoeften” ingevoegd.

**Art. 4.** In hoofdstuk XIbis, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 102/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 102/1 § 1. Iedere leerling van het gewoon basis- en secundair onderwijs, die “specifieke behoeften” vertoont, zoals bepaald bij artikel 5, 22° heeft het recht aangepaste materiële, organisatie- of pedagogische redelijke aanpassingen te genieten, voor zover zijn toestand er niet toe verplicht de leerling op te nemen in het gespecialiseerd onderwijs volgens de bepalingen van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

De diagnose vermeld om het implementeren van aanpassingen te verantwoorden moet door een specialist op het medisch, paramedisch of psychisch-medisch gebied, of door een multidisciplinaire medische ploeg gesteld worden. De Regering bepaalt de volledige lijst van de beroepen die ertoe gemachtigd worden de diagnose te stellen.

Een beslissing van een regionale openbare instelling belast met de integratie van gehandicapte personen kan ook als basis dienen voor de aanvraag.

De diagnose waarop de aanvraag om een of meer redelijke aanpassing of aanpassingen wordt gestaafd, moet in elk geval minder dan één jaar oud zijn op het ogenblik dat de aanvraag voor de eerste keer bij een schoolinrichting ingediend wordt.

§ 2. De aanpassingen worden geïmplementeerd op aanvraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is of van elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft, of op de aanvraag van het PMS-centrum gevoegd bij de school waar de leerling ingeschreven is, of op de aanvraag van een lid van de klassenraad bevoegd voor de leerling of het bestuur van de inrichting.

§ 3. Deze aanpassingen worden bedacht en geëvalueerd, in functie van de specificiteit van de behoeften van de lerende en van hun evolutie, in het kader van de collegiale vergaderingen tot overleg tussen de volgende partners:

- het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde,
- de klassenraad of zijn vertegenwoordigers,
- de vertegenwoordiger van het PMS-centrum gevoegd bij de inrichting,
- de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is of van elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft.

Op aanvraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is of van elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft, of met hun instemming, kan een deskundige of een lid van het medisch, paramedisch, psychomedisch korps of een regionale openbare instelling voor de integratie van personen die door een handicap getroffen zijn, die/dat in staat zou kunnen zijn de actoren en de partners te helpen voor de bepaling van de aard of de begeleiding die nodig is voor erkende behoeften, uitnodigen aan de overlegvergadering deel te nemen. Deze aanwezigheid, in elk geval, moet door het bestuur toegestaan worden, na overleg met het opvoedend team en na raadpleging, desgevallend, van de PMS-centra of de centra erkend door de Fédération Wallonie-Bruxelles en bedoeld bij artikel 12, § 1, derde lid, 1°, et 3°, van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. Op basis van de overlegvergaderingen bedoeld bij paragraaf 3, worden de bepaalde redelijke aanpassingen binnen de kortste termijnen geïmplementeerd.

De materiële of organisatieaanpassingen alsook de partnerschappen met externe actoren vereisen een beslissing van de Inrichtende macht voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs of van het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs.

Wanneer een schoolinrichting meerdere vestigingen heeft, heeft de Inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs of het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs de mogelijkheid de materiële of organisatieaanpassingen tot één van de vestigingen te beperken.

De aard, de duur en de nadere regels voor de pedagogische aanpassingen worden door het opvoedend team bepaald in het basisonderwijs en door de klassenraad, voorgezeten door het inrichtingshoofd of zijn vertegenwoordiger, in het secundair onderwijs. De pedagogische aanpassingen wijzigen in geen geval de leerdoelstellingen bepaald door de netoverschrijdende competentiereferentiesystemen.

Deze aanpassingen hebben betrekking op de toegang van de leerling tot de inrichting, de organisatie van de studies en de interne en externe evaluatieproeven, de stageperiodes alsook het geheel van de activiteiten verbonden aan het studieprogramma en aan het inrichtingsproject.

De aanpassingen worden in een protocol opgenomen ondertekend door, enerzijds, het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en de Inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, en, anderzijds, de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is of van elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft. Het protocol bepaalt de nadere regels en de perken voor de aanpassingen.

Een partnerschapovereenkomst tussen de inrichting en de gespecialiseerde actoren van de medische, paramedisch of psychomedische wereld of van de regionale openbare instellingen voor de integratie van gehandicapte personen, kan gesloten worden met als doel specifieke begeleidingsacties ten bate van de leerling die aan de hiervoor beschreven voorwaarden voldoet.

In geval van verandering van school, cyclus, graad of niveau, zal, op aanvraag van de ouders van de minderjarige leerling of van de leerling zelf als deze meerderjarig is of van elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of het minderjarige kind in feite onder zijn bewaring heeft, het hierboven bedoelde protocol ter informatie aan de bevoegde persoon door de school die het opgesteld heeft, doorgezonden worden.

§ 5. De redelijke aard van de aanpassing wordt, onder andere, bepaald door het onderzoek van de volgende indicatoren:

- de financiële impact van de aanpassing, rekening houdend met de mogelijk financiële tegemoetkomingen om steun te verlenen;
- de organisatie-impact van de aanpassing, inzonderheid inzake begeleiding van de betrokken leerling;
- de frequentie en de duur bepaald voor de aanwending van de aanpassing voor de door een handicap getroffen persoon;
- de impact van de aanpassing op de levenskwaliteit van één of meerdere werkelijke gebruiker(s);
- de afwezigheid van equivalente alternatieve oplossingen.

§ 6. De aanpassingen en begeleidingsacties bepaald op specifiek pedagogisch niveau moeten in een geïndividualiseerd leerplan vastgelegd worden volgens dezelfde nadere regels als deze bedoeld bij artikel 7bis van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. Deze nadere regels van het geïndividualiseerd leerplan zijn van toepassing op elke leerling die erkende specifieke behoeften aan de dag legt, zoals bepaald bij artikel 5, 22°, wat ook het niveau, of de vorm van het gewoon leerplichtonderwijs gevolgd door de leerling. Deze aanpassingen en begeleidingsacties inzake pedagogie hebben ook betrekking op de collectieve begeleidingsacties van het opvoedend team inzake inclusieve strategieën binnen iedere schoolinrichting, bepaald door het inrichtingsproject en het sturingsplan zoals bedoeld bij artikel 67.

§ 7. De Inrichtende macht voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, zorgen ervoor dat de implementering van aanpassingen en begeleidingsacties als antwoord op specifieke behoeften die behoorlijk gestaafd worden zoals bedoeld bij § 1, uitdrukkelijk in de opvoedende en pedagogische projecten van de inrichting worden opgenomen, alsook in het lokale sturingsplan, en in de regelingen ter bepaling van de organisatie van de studies en de nadere regels voor het afnemen en afleggen van zowel interne als externe evaluatieproeven.

Op het ogenblik van de inschrijving, op basis van de informatie verstrekt door de wettelijke vertegenwoordigers, neemt het inrichtingshoofd de bepalingen die nodig zijn om de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling expliciet te informeren over de mogelijkheid om specifieke aanpassingen of begeleidingsacties te organiseren in de toestanden bepaald bij § 1 en stipuleert de nadere overleg- en implementatieregels zoals bedoeld bij de § 3 en § 4.

**Art. 5.** In hetzelfde hoofdstuk XIbis, wordt een artikel 102/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 102/2. § 1. Ingeval van onenigheid over het implementeren van redelijke aanpassingen, kunnen de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling of elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, per aangetekende brief of via elektronische mail met ontvangstbericht, een bemiddelingsaanvraag indienen bij de diensten van de Regering. De aanvragers voegen bij hun aanvraag de stukken die de aanvraag om aangepaste materiële, organisatie-, methodologische of pedagogische aanpassingen staven.

De diensten van de Regering hebben tot opdracht de bemiddeling te bevorderen tussen de inrichtende macht of zijn afgevaardigde voor gesubsidieerd onderwijs of het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling of elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, binnen de maand van de indiening van de aanvraag. Deze termijn loopt vanaf de eerste werkdag na de ontvangst van de aangetekende brief.

§ 2. Als de bemiddeling faalt, kunnen de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling of elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, een beroep instellen bij de commissie ingesteld bij paragraaf 3. De beslissing genomen tijdens de interne bemiddelingsprocedure vermeldt het bestaan van een dergelijk beroep.

Op straffe van onontvankelijkheid, geschiedt het beroep per aangetekende brief of bij elektronische mail met bericht van ontvangst binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de beslissing. Deze termijn begint te lopen vanaf de eerste werkdag na de ontvangst van de aangetekende brief, waarbij de postdatum of de datum van de verzending per elektronische mail als bewijs van verzending geldt. Er wordt een afschrift van de beslissing van de schoolinrichting bij het beroep gevoegd.

De Commissie deelt haar met redenen omklede beslissing aan de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling of elke persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, mee, binnen de dertig kalenderdagen - buiten het schoolverlof - vanaf de ontvangst van de post. Wat betreft de beroepen ingediend na 1 juni, zal de Commissie haar beslissing ten laatste op 31 juli van hetzelfde jaar meedelen.

In geval van gunstige beslissing voor de leerling, heeft deze beslissing verbindende kracht voor de inrichting.

§ 3. Er wordt een Commissie voor het inclusief leerplichtonderwijs opgericht, samengesteld als volgt:

- 1° een vertegenwoordiger van de diensten van de Regering, die het voorzitterschap ervan waarneemt;
- 2° de Algemene afgevaardigde voor de Kinderrechten of zijn vertegenwoordiger;
- 3° de administrateur-generaal van de Infrastructuren of zijn afgevaardigde;
- 4° een vertegenwoordiger van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waarbij de inrichtende macht van de betrokken school aangesloten is;
- 5° een vertegenwoordiger van de Hoge raad voor de PMS-centra;

6° een vertegenwoordiger van de federatie van de ouders erkend als zijnde representatief krachtens artikel 69, § 5, eerste lid van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritair taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, waarbij de oudervereniging van de betrokken school aangesloten is.

De vertegenwoordiger van het bestuur Infrastructuren is enkel aanwezig in het kader van de beroepen waarbij zijn expertise nuttig is.

De vertegenwoordigers van de openbare instellingen belast met de integratie van personen die aan een handicap lijden alsook een vertegenwoordiger van het interfederale centrum voor gelijke kansen, wonen, facultatief en met raadgevende stem, de vergadering bij.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de Commissie”.

**Art. 6.** In hetzelfde hoofdstuk *XIbis*, wordt een artikel 102/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 102/3. In elke inrichting is het pedagogische team belast met de coördinatie van de actie inzake specifieke behoeften, volgens de nadere regels besproken met het bestuur.”.

**Art. 7.** In hetzelfde hoofdstuk *XIbis*, wordt een artikel 102/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 102/4. De kwestie van specifieke behoeften wordt tijdens de vergaderingen van de klassenraden besproken in het secundair onderwijs en tijdens de vergaderingen met het inrichtingshoofd, de titularis, de bijzondere meesters, de mogelijke logopedist en het PMS-centrum in het basisonderwijs.

Bovendien, zullen specifieke vergaderingen, a minima, op sleutelmomenten van het schooltraject georganiseerd worden om de specifieke behoeften binnen de inrichting en hun begeleiding te bespreken. Deze vergaderingen brengen het inrichtingshoofd, de leerkrachten, alsook het PMS-centrum en de mogelijke opvoeder of logopedist samen. Externe deskundigen kunnen erop uitgenodigd worden.

De sleutelmomenten bedoeld bij het vorige lid worden verdeeld als volgt:

- een vergadering binnen de cursus van het kleuteronderwijs;
- een vergadering binnen de cursus van het lager onderwijs;
- een vergadering binnen de cursus van het secundair onderwijs.

#### HOOFDSTUK II. — *Inwerkingtreding*

**Art. 8.** Dit decreet treedt in werking op het begin van het schooljaar 2018 – 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Voorstel van decreet, nr. 546-1. - Commissieamendementen, nr. 546-2. - Commissieverslag, nr. 546-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 546-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming.- Vergadering van 6 december 2017.

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10315]

**15 JANVIER 2018. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté » (981201S36D1) classée dans le domaine des sciences psychologiques et de l'éducation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court**

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, alinéa 1<sup>er</sup>, 47 et 137;